**LA PANDÉMIE DE 2020 AU SOUDAN DU SUD : UNE ÉTUDE DE LA RÉSILIENCE ET DE LA CONTINUITÉ DE L’ÉDUCATION CHEZ LES MÈRES ADOLESCENTES ET LES ADOLESCENTES ENCEINTES**

**Anne Corwith et Fatimah Ali**

**RÉSUMÉ**

Le 13 mars 2020, le gouvernement du Soudan du Sud a mis en place des mesures de confinement d’urgence en réponse à la pandémie de Covid-19. Les craintes que la pandémie ne sape les efforts du gouvernement et de la société civile en faveur du maintien des filles à l’école se sont révélées fondées et les cas déclarés de grossesse chez les adolescentes ont augmenté. Avant la pandémie, les mariages précoces et les grossesses adolescentes au Soudan du Sud étaient déjà extrêmement préoccupants, le pays affichant le septième taux de mariage d’enfants le plus élevé au monde. Des données de 2019 indiquent qu’au niveau national, seuls 34 pour cent des élèves ayant passé les examens du primaire étaient des filles. Nous avons mené cette étude qualitative afin d’identifier les sources de résilience dans lesquelles les mères adolescentes et les adolescentes enceintes ont puisé pendant les confinements liés à la pandémie de Covid-19 dans la ville de Maiwut, au Soudan du Sud, pour retourner à l’école et poursuivre leur éducation. Nos recherches ont révélé que, bien qu’elles aient du mal à satisfaire leurs besoins élémentaires, qu’elles reçoivent peu de soutien au sein de leurs réseaux et qu’elles soient victimes de violences et d’un sexisme persistant, ces mères adolescentes et ces adolescentes enceintes ont fait preuve de résilience en aspirant à retourner à l’école et à devenir financièrement indépendantes. En mettant au centre de notre recherche la parole de cette population vulnérable, nous sommes en mesure de recommander aux organisations qui opèrent dans ce contexte d’urgence et dans des contextes similaires des interventions que nous jugeons plus efficaces et plus ciblées.

**INTRODUCTION**

La pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) de 2020 a eu une ampleur et un impact sans précédent : des entreprises ont cessé leur activité, les affaires gouvernementales ont été perturbées et les écoles ont fermé. Écrivant pour le compte de l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO), Giannini et Albrectsen (2020) ont alerté sur le fait que « les fermetures d’écoles dues à la Covid-19 dans le monde entier frapperont plus durement les filles ». L’on craignait que les fermetures d’écoles n’entraînent une augmentation des « taux d’abandon […] qui affecteront de manière disproportionnée les adolescentes, creuseront davantage les inégalités entre les sexes dans l’éducation, et entraîneront un risque accru d’exploitation sexuelle, de grossesse précoce et de mariage précoce et forcé » (Selbervik, 2020, p. 2).

Au Soudan du Sud, où l’on estime à 2,2 millions le nombre d’enfants déscolarisés dont une majorité de filles, les problèmes de grossesses adolescentes et de mariages précoces étaient déjà une source de préoccupation majeure avant la Covid-19 (UNICEF, 2021). Selon les bases de données mondiales de l’UNICEF (2020a), au Soudan du Sud, 52 pour cent des filles étaient mariées avant l’âge de 18 ans et 9 pour cent avant l’âge de 15 ans. Avant la pandémie, le taux de fécondité chez les adolescentes (nombre de naissances par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) au Soudan du Sud était en diminution constante ; en 2018, il s’élevait à environ 60 naissances pour 1 000 femmes (Banque mondiale, 2020). Depuis son indépendance en 2011, le Soudan du Sud est en prise avec des structures gouvernementales encore jeunes, une économie peu dynamique, la guerre civile et des violences sexuelles et sexistes largement répandues. La pandémie a créé de nouvelles difficultés dans une situation déjà fragile. Lorsque le gouvernement a institué des mesures d’urgence telles que la fermeture des entreprises, des agences gouvernementales et des écoles, l’on a craint que la pandémie n’annule les progrès réalisés dans la lutte contre ces problèmes. L’augmentation des cas déclarés de grossesses chez les adolescentes dans les mois qui ont suivi les confinements a rapidement confirmé ces craintes (UNICEF, 2020b). Pendant les fermetures d’écoles, qui ont duré jusqu’à 15 mois, des organisations internationales, le gouvernement sud-soudanais et des organisations de la société civile ont mis en place des mesures éducatives en réponse à la pandémie de Covid-19. Tous ces organismes ont œuvré pour préserver les avancées réalisées au cours des dix dernières années en matière d’accès à l’éducation et de scolarisation, et pour prévenir l’abandon scolaire chez les groupes vulnérables, dont les adolescentes. Les inquiétudes n’étaient pas sans fondement : une étude qualitative menée par Oxfam International en 2021 concluait qu’une augmentation de la pauvreté, des mariages précoces et forcés, du poids des responsabilités domestiques et des cas de grossesses adolescentes risquait de réduire les chances des filles de retourner à l’école. D’après l’UNICEF (2021), 2,1 millions d’enfants supplémentaires ont été déscolarisés à cause de la pandémie de Covid-19, dont environ 900 000 filles.

Dans cet article, nous mettons en lumière la parole d’adolescentes que nous avons interrogées pendant le confinement lié à la pandémie de Covid-19 dans la ville de Maiwut, située dans l’État du Nil Supérieur au Soudan du Sud. Nous examinons les facteurs de résilience de ces adolescentes tels que les filles les expriment, autrement dit les facteurs qui les aideraient à retourner à l’école et à poursuivre leur éducation pendant leur grossesse et/ou en tant que mères. Nous mettons en parallèle ces témoignages avec les points de vue des membres de leur communauté. La ville de Maiwut est située à environ 120 km à l’ouest de Gambella, en Éthiopie, et n’est accessible que par des routes non bitumées (Aqua-Africa, 2019). Les recherches menées en 2019 par Aqua-Africa indiquent que les ménages de Maiwut sont de grande taille, avec une moyenne de 7,5 membres vivant dans des foyers majoritairement dirigés par des femmes (61 %). L’éducation y est considérée comme importante, et plus de 80 pour cent des filles et des garçons de moins de 15 ans vont à l’école (MoGEI, 2019 ; Aqua-Africa, 2019). Cependant, des données recueillies à l’échelle nationale en 2019 indiquent que les filles ne représentaient que 34 pour cent des élèves d’école primaire qui ont passé les examens, et que seulement 75 pour cent d’entre elles les ont réussis, contre 83 pour cent des garçons (UNICEF, 2021).

La majorité des adolescentes de Maiwut qui ont participé à notre étude, dont certaines enceintes, ont témoigné de la pression qu’elles ressentaient pour se marier, ou des violences sexuelles et sexistes qu’elles subissaient. En outre, leurs contacts avec leur famille et leurs soutiens au sein de la communauté ont été limités pendant les confinements, et elles ont eu de plus en plus de mal à satisfaire leurs besoins élémentaires. Les circonstances étaient difficiles, et pourtant ces filles ont fait preuve d’une grande résilience en aspirant à retourner à l’école et à devenir financièrement indépendantes. En mettant leur parole au centre de notre étude, nous offrons un regard inédit sur les besoins de cette population vulnérable. Nous émettons des recommandations à destination des organisations et des donateurs qui interviennent dans ce contexte et dans d’autres contextes d’urgence similaires. Nous espérons que ces recommandations permettront de développer des interventions plus efficaces et plus ciblées et qu’elles contribueront à améliorer significativement la vie de ces filles.

**REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Les recherches qui sous-tendent cette étude ont été menées au début de la pandémie de Covid-19, une période présentant une situation largement inédite. Toutefois, l’impact possible de la pandémie sur l’éducation, en particulier dans les pays pauvres en ressources, possédait certains parallèles avec l’épidémie d’Ébola qui a sévi en Afrique de l’Ouest de 2013 à 2016. Par conséquent, cette revue de la littérature examine les répercussions qu’ont eues la fermeture des écoles et la perturbation de l’éducation sur les grossesses adolescentes dans les pays touchés par Ébola. Elle s’intéresse également aux mesures prises en réponse à l’épidémie du point de vue des institutions actives dans la région, notamment les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales. Enfin, elle met en lumière les travaux de recherche sur les caractéristiques et les indicateurs de la résilience chez les adolescentes enceintes et les mères adolescentes.

**La perturbation de la scolarité et son impact sur les grossesses adolescentes pendant l’épidémie d’Ébola**

Les recherches menées en contexte d’urgence offrent plusieurs exemples de l’impact de la perturbation de la scolarité sur les grossesses adolescentes. Bandiera *et al.* (2019) ont saisi l’occasion représentée par le programme *Empowerment and Livelihood for Adolescents* (« Autonomisation et moyens de subsistance pour les adolescents »), une intervention de la Banque mondiale visant à promouvoir l’autonomisation des filles en Sierra Leone, pour étudier l’impact de l’épidémie d’Ébola sur 4 700 femmes se trouvant dans des villages de traitement et des villages témoins. Ils ont constaté que dans les villages témoins, fortement perturbés et où les adolescentes passaient beaucoup plus de temps avec des hommes que dans les villages de traitement, les grossesses hors mariage avaient augmenté de 11 pour cent. Inversement, dans les villages de traitement où la présence de ce programme a permis aux filles d’être moins exposées aux relations sexuelles à haut risque, les effets de la perturbation ont été presque complètement inversés.

Les répercussions sur les adolescents de la crise d’Ébola ont été à la fois hétéroclites et interdépendantes. En 2015, des organismes de protection de l’enfance en Sierra Leone ont mené une étude intitulée *Children’s Ebola Recovery Assessment* (« Évaluation du rétablissement des enfants après Ebola ») dans neuf districts du pays ; 1 100 garçons et filles y ont discuté des effets de la crise sur leur vie. Les enfants considéraient que les fermetures d’écoles nuisaient non seulement à leur apprentissage mais aussi à leur protection et à leur vie sociale. Plus précisément, les fermetures d’écoles étaient considérées comme l’une des causes directes des grossesses adolescentes car faute d’argent, les filles ont été contraintes d’avoir des relations sexuelles tarifées pour se procurer des produits de première nécessité (Risso-Gill et Finnegan, 2015). De même, une étude réalisée en 2015 sur Ébola par Irish Aid et le PNUD a révélé que les fermetures d’écoles causaient une augmentation des violences sexuelles car elles rendaient les filles plus vulnérables aux maltraitances sexuelles infligées par des hommes plus âgés ainsi qu’aux relations sexuelles tarifées contraintes ; de plus, les filles ne disposaient pas de recours judiciaire contre les crimes, comme le viol, commis à leur encontre.

L’histoire mouvementée des nations d’Afrique de l’Ouest, rythmée par les conflits, et le caractère ancré de la violence structurelle exercée contre les femmes, ont contribué à l’épidémie de grossesses chez les adolescentes. La violence persistante au Libéria et en Sierra Leone forme une « boucle de rétroaction » dans laquelle chaque nouvelle catastrophe vient augmenter le niveau de violence perpétrée contre les filles et les femmes (Onyango *et al.*, 2019). Le désordre généré par la fermeture des écoles pendant Ébola et les difficultés économiques produites par les confinements ont accru la vulnérabilité des filles. Yasmin (2016) a identifié un pic du nombre de viols lorsque les garçons et les hommes ont été confinés chez eux. La chercheuse a également constaté que des filles qui avaient perdu leurs parents à cause de la maladie ont été obligées de rechercher la protection d’hommes plus âgés ou de quitter l’école pour travailler. Les travaux d’Onyango *et al.* (2019) ont permis d’identifer parmi les pertes et traumatismes subis par les filles lors de cette période de chaos extrême une altération drastique de leurs structures familiales et la fermeture de leur école ; l’augmentation des grossesses adolescentes était la conséquence de ce chaos.

**Mesures pour lutter contre l’augmentation des grossesses adolescentes**

L’ampleur des problèmes causés par les épidémies d’Ébola a poussé les organisations internationales et les gouvernements à agir. Certains acteurs institutionnels ont cependant apporté des réponses contre-intuitives. Le gouvernement sierra-léonais a ainsi fait passer une mesure interdisant aux filles visiblement enceintes de se rendre à l’école et de se présenter aux examens nationaux. Le gouvernement craignait que l’interaction de ces filles avec les autres élèves n’entraîne encore plus de grossesses chez les adolescentes (Amnesty International, 2016). Les travaux Onyango *et al.* (2019) ont rapporté une situation similaire au Libéria, où, parce qu’elles étaient stigmatisées par leurs enseignants, l’on avait empêché aux filles de fréquenter l’école, ou bien elles choisissaient elles-mêmes de ne pas y retourner.

Les organisations internationales présentes sur le terrain dans les pays touchés par Ébola ont cherché à mettre en place des mesures permettant de freiner l’augmentation des grossesses chez les adolescentes. L’UNFPA et l’UNICEF ont mis en œuvre ce qui était probablement la plus vaste intervention déployée en réponse aux politiques punitives du gouvernement sierra-léonais, aidant au total plus de 14 500 adolescentes enceintes (Mason, 2016). En collaboration avec le gouvernement, l’UNFPA a créé 330 centres d’apprentissage à travers le pays afin d’accueillir les filles enceintes qui n’étaient pas autorisées à se rendre dans les écoles ordinaires. Ces centres d’apprentissage étaient pensés comme une solution transitoire en vue d’un retour à la scolarité classique ; l’idée était que les filles se réinscrivent dans une école ordinaire après leur accouchement. Dans le cadre du projet, les adolescentes enceintes ont reçu des informations sanitaires et bénéficié d’un suivi de grossesse, d’un accouchement sans risque et de soins post-partum, ainsi que d’une prise en charge psychosociale pour les personnes victimes de violences sexuelles et sexistes (UNFPA, 2015).

Les chercheurs qui ont évalué les mesures institutionnelles dans ces pays ont constaté que les politiques et interventions étaient insuffisantes et que cette réponse arrivait en retard sur la crise. Les chercheurs ont minimisé l’importance de certains facteurs structurels, comme le sexe tarifé à l’origine de certaines grossesses chez les adolescentes, et ont axé leurs campagnes de sensibilisation sur le comportement des filles. Même ici, ce sont les filles qui portaient la responsabilité d’une grossesse à l’âge adolescent. Cette fausse autonomisation exigeait des filles qu’elles adoptent un mode de vie chaste et poursuivent leur scolarité, ce qui était rarement possible étant donné les conditions dans lesquelles elles vivaient. Ces politiques axées sur des campagnes de sensibilisation, qui contribuaient davantage à maintenir les dynamiques de pouvoir en place qu’à les changer, ont permis aux gouvernements et aux donateurs de ne pas s’attaquer aux causes structurelles des grossesses adolescentes pendant l’épidémie (Menzel, 2019 ; Denney *et al.*, 2017 ; Onyango *et al.*, 2019).

Dans le contexte du Soudan du Sud, les organisations internationales ont mené des recherches pour mieux comprendre comment intervenir auprès des adolescentes. En 2016, HealthNet TPO et l’UNICEF ont publié *Promoting Positive Environments for Women and Girls: Guidelines for Women and Girls Friendly Spaces in South Sudan* (« Promouvoir des environnements positifs pour les femmes et les filles : notes d’orientation relatives à des espaces accueillants pour les femmes et les filles au Soudan du Sud »), qui fournit des recommandations sur la création d’espaces où les filles se sentiraient physiquement et psychiquement en sécurité. En novembre 2017, le Comité international de secours (IRC) a publié un rapport intitulé *No Safe Place* (« Aucun lieu sûr »), qui fournit des données sur les violences intimes et entre partenaires au Soudan du Sud. Le rapport évoquait le continuum de violence que les filles ont subi pendant la crise prolongée du pays (Ellsberg *et al.*, 2020). Toutefois, ces rapports et ces recommandations n’ont pas anticipé l’impact des confinements et des restrictions imposés par une pandémie.

**La résilience des adolescentes enceintes**

Cette étude sur la résilience des adolescentes enceintes et des mères adolescentes reprend la définition des jeunes mères adoptée par l’Organisation mondiale de la santé, à savoir des individus âgés de 15 à 19 ans (Ahorlu, Pfeiffer et Obrist, 2015).

Dans une récente étude de Plan International, Lee-Koo et Jay (2018) ont identifié des lacunes importantes dans les recherches disponibles sur l’expérience et la capacité des adolescentes à faire face aux crises, en particulier dans le secteur humanitaire. Des études menées au Royaume-Uni et aux États-Unis ont révélé que la grossesse et la maternité pouvaient constituer une expérience positive qui renforce la résilience d’une jeune mère si l’adolescente entretient de bonnes relations avec sa famille et avec son partenaire, et si elle a accès à des opportunités économiques et à des perspectives d’évolution (Clarke, 2015 ; Weed, Keogh et Borkowski, 2000). Ces études ont examiné les facteurs de protection qui ont renforcé la résilience de ces adolescentes après l’annonce de leur grossesse et/ou leur capacité à s’adapter et à affronter les défis que représente le fait d’être une jeune mère. Cependant, les adolescentes et les familles sur lesquelles portent ces études ont accès à des ressources qui ne sont pas disponibles dans des environnements difficiles, comme au Soudan du Sud (Ahorlu *et al.*, 2015 ; Clarke, 2015 ; Weed *et al.*, 2000).

Les recherches menées par Plan International au Soudan du Sud ont permis d’identifier trois éléments qui ont aidé les adolescentes à continuer à avancer malgré le conflit et l’instabilité régnant alors dans le pays : la cohésion familiale, l’accès à l’éducation et la résilience. Les adolescentes résilientes sont décrites dans l’étude comme des personnes « démontrant une capacité d’action qui leur permet de façonner leur monde de manière positive » (Lee-Koo et Jay, 2018, p. 2). En établissant des rapports de protection avec leurs familles, des personnes de bon conseil mentors et des réseaux de filles vivant des situations semblables, ces adolescentes « partagent et déploient les ressources, les compétences et les connaissances qu’elles ont acquises pour assurer leur bien-être et celui des autres » (2). Les filles jugeaient que l’accès à l’éducation était important car cela leur permettait de renforcer leur résilience et de faire face aux conditions difficiles auxquelles elles étaient confrontées. Mais dans le contexte de la pandémie, elles ne pouvaient pas poursuivre leur éducation. Une étude qualitative menée par Kane *et al.* (2019) de 2012 à 2016 dans la ville de Wau, dans l’État occidental de Bahr el Ghazal au Soudan du Sud, indiquait que les filles affirmaient leur autonomie en choisissant de devenir mères, de se marier et de fonder leur propre foyer. Dans cette étude, le choix de se marier était présenté comme un geste d’affirmation de la part des filles ; pourtant, ce choix était influencé par des facteurs socio-écologiques, tels que la pression culturelle, le désir d’être considérée comme une adulte et le fait de fuir des violences. Si les parents considéraient que l’éducation de leurs filles était importante, ils ne voyaient pas les grossesses adolescentes, le mariage précoce et l’abandon scolaire comme un problème car ils partaient du principe que les maris subviendraient aux besoins de leurs filles (Kane *et al.*, 2019).

La résilience individuelle a été définie comme le fait de posséder des capacités et des aptitudes d’adaptation permettant à un individu de réagir de manière positive face à des événements traumatiques et à des crises (Panter-Brick *et al.*, 2018 ; Obrist, Pfeiffer et Henley, 2010). Toutefois, les recherches sur la résilience s’accordent pour dire que la résilience individuelle est composée de multiples dimensions intégrées dans un cadre socio-écologique qui affecte la capacité d’un individu à s’adapter et à s’épanouir (Panter-Brick *et al.*, 2018 ; Ungar, 2013 ; Obrist *et al.*, 2010). Comme le souligne Ungar (2013, p. 255), la meilleure approche pour représenter la résilience des adolescents est d’adopter un regard socio-écologique afin d’identifier qui « contrôle les ressources favorisant le bien-être psychologique dans les processus proximaux (par exemple, donner accès à l’éducation ; promouvoir le sentiment d’appartenance à la communauté ; favoriser l’attachement d’un individu à une personne qui s’occupe de lui ; affirmer son estime de soi) associés au développement positif dans les situations d’adversité ». Dans le cadre de cette recherche, nous situons des adolescentes confrontées à des crises complexes, comme des conflits violents, des agressions sexuelles, la pauvreté, la migration forcée et l’insécurité alimentaire, au sein de ce cadre socio-écologique. La transition de l’adolescence à l’âge adulte est une période déterminante pour les enfants car ils apprennent à composer avec leur développement psychologique, biologique, émotionnel, social et cognitif (Panter-Brick *et al.*, 2018). La grossesse et la maternité compliquent cette transition déjà difficile.

Les recherches qui visent à identifier et à mesurer les facteurs de résilience des adolescents au sein d’un cadre socio-écologique étudient trois dimensions : individuelle, sociale et contextuelle (Panter-Brick *et al.*, 2018 ; Gartland *et al.*, 2011 ; Ungar, 2013 ; Obrist *et al.*, 2010). Les facteurs individuels qui renforcent la capacité d’un adolescent à surmonter les épreuves incluent une attitude optimiste, le sentiment d’avoir du contrôle, la possession du savoir et des compétences nécessaires pour s’adapter à des circonstances évolutives, le fait de donner du sens à sa vie ou de poursuivre un but, et la volonté d’aider les autres. Les facteurs sociaux qui favorisent la résilience des adolescents se composent notamment du fait d’entretenir des relations solides avec des membres de sa famille et de sa communauté, ainsi qu’avec des personnes de conditions semblables, et de bénéficier de leur soutien. L’adolescent résilient possède quelqu’un qui se soucie de son bien-être et lui apporte son soutien, et son entourage social l’aide à faire face à ses difficultés circonstancielles afin qu’il puisse répondre à ses besoins. L’adolescent résilient peut également identifier un modèle à imiter. Enfin, il a le sentiment d’être intégré à sa communauté et a la volonté d’y contribuer. Les facteurs contextuels peuvent comprendre les traditions, les pressions et les représentations culturelles, y compris la façon dont la communauté perçoit l’éducation (Panter-Brick *et al.*, 2018 ; Gartland *et al.*, 2011 ; Ungar, 2013 ; Obrist *et al.*, 2010). Pour évaluer dans quelle mesure les jeunes mères et les adolescentes enceintes sont en mesure de déterminer leur avenir, de répondre à leurs besoins et à ceux de leur bébé, et de poursuivre leur éducation, il est essentiel d’examiner si et dans quelle mesure leur entourage social est capable et a la volonté de les soutenir. En nous appuyant sur ce cadre socio-écologique de la résilience chez les adolescents, nous avons examiné comment les jeunes mères et les adolescentes enceintes vivant à Maiwut, au Soudan du Sud, percevaient leur autonomie d’action et leur résilience concernant la poursuite de leur éducation.

**MÉTHODOLOGIE**

Pour étudier la résilience, les spécialistes recommandent de commencer par identifier la population ciblée et la façon dont cette population perçoit les circonstances difficiles auxquelles elle est confrontée. Les chercheurs doivent ensuite délimiter la période sur laquelle les aspects de la résilience seront examinés et définir le résultat souhaité (Ungar, 2013). Reyes, Kelcey et Varela Diaz (2013) évoquent l’importance d’adopter une approche qualitative lors de la collecte des données sur les questions de genre et de prendre en compte les spécificités culturelles du contexte étudié. Sur la base de ces recommandations, nous avons structuré notre étude de cas qualitative autour de deux cadres analytiques de la résilience chez les adolescents : le Cadre multidimensionnel de la résilience et le Cadre de mesure de la résilience des enfants et des jeunes. Notre objectif était d’examiner le point de vue des jeunes mères et des adolescentes enceintes sur les facteurs de résilience qui ont nourri leur détermination à poursuivre leur scolarité (Gartland *et al.*, 2011 ; Ungar *et al.*, 2008). Notre étude adopte les méthodes de Lee-Koo et Jay (2018, p. 5), au sens où elle « cherche à positionner les adolescentes à la fois comme la source des connaissances et comme le principal analyste de leur vie et de leurs expériences ». Creswell (2013, p. 24) qualifie cette démarche de « pragmatique », « l’objectif de la recherche [étant] de s’appuyer autant que possible sur le point de vue des participants sur la situation ».

**Collecte et analyse des données**

Nous avons mené notre étude de décembre 2020 à juin 2021 dans la ville de Maiwut, au Soudan du Sud. Nous avons piloté les protocoles d’entretien en décembre 2020 de sorte à régler les problèmes de traduction et d’interprétation et les avons corrigés quand cela était nécessaire. L’équipe de recherche sur le terrain de l’Agence de développement et de secours adventiste au Soudan du Sud a utilisé des cas critiques et un échantillonnage subjectif stratifié afin de trouver des participants à la recherche au sein de la communauté (Creswell, 2013). Tout en respectant les protocoles de sécurité mis en place par le Soudan du Sud dans le cadre de la pandémie de Covid-19, l’équipe de recherche sur le terrain a mené 49 entretiens approfondis semi-structurés de 90 minutes auprès d’un échantillon représentatif de trois populations : 15 mères adolescentes (MA) âgées de 16 à 19 ans qui avaient au moins un enfant et avaient démontré leur engagement à poursuivre leur éducation, 14 adolescentes enceintes (AE) âgées de 15 à 19 ans qui étaient tombées enceintes pendant la pandémie et attendaient leur premier enfant, et 20 autres personnes considérées comme des adultes connaissant bien la situation des adolescentes (ci-après, AMI, pour Adultes les mieux informés). Pour cerner dans quelle structure socio-écologique vivaient les filles, nous leur avons demandé avec qui elles vivaient et qui, selon elles, leur apportait le plus de soutien. Sur les 15 MA, 7 ont déclaré vivre avec leur mari ou la famille de leur mari. Sur les 14 AE, 10 ont déclaré vivre avec leur mari ou la famille de leur mari. Cependant, lorsqu’on leur a demandé qui, selon elles, leur apportait le plus de soutien, seules trois MA et deux AE ont répondu que leur mari les soutenait. Les deux groupes de jeunes femmes ont indiqué que c’était leur famille à elles qui les soutenait le plus. Trois des jeunes femmes ont déclaré avoir été violées, et l’une d’entre elles a été forcée d’épouser l’homme qui l’a violée.

L’équipe de recherche sur le terrain a transcrit puis traduit en anglais les notes manuscrites des entretiens avant de les envoyer par voie électronique aux auteurs qui ont ensuite analysé les données. Une fois cette étape terminée, les auteurs ont pris contact avec l’équipe de recherche sur le terrain pour discuter d’un manquement au respect du protocole de recherche ; malgré des directives claires selon lesquelles les entretiens devaient être menés par des femmes de l’équipe, 14 entretiens avaient été réalisés par des hommes de l’équipe. Nous avons par conséquent ignoré ces entretiens et l’équipe de recherche sur le terrain a identifié 14 adolescentes participantes supplémentaires, mené les entretiens, transcrit et traduit les réponses, et envoyé les nouvelles données aux auteurs. Après réception et examen des données, les auteurs ont posé des questions de suivi aux chercheurs sur le terrain afin de clarifier certains points. Enfin, un contrôle a été effectué avec l’équipe de recherche sur le terrain pour s’assurer que les auteurs, anglophones, avaient bien compris les données. Les auteurs ont procédé à leur analyse, identifiant les thèmes communs et divergents et formulant des recommandations.

**Limites et considérations éthiques**

La recherche s’est heurtée à plusieurs limites : les protocoles de sécurité liés à la Covid-19, les différences linguistiques, et l’accès à la technologie. Les restrictions de déplacement, la distanciation sociale et l’obligation de porter un masque ont entravé le bon déroulement de l’étude, mais l’équipe de recherche sur le terrain a respecté les précautions sanitaires imposées au Soudan du Sud. Les auteurs, qui se trouvaient aux États-Unis et composaient l’équipe de recherche universitaire, ont rencontré virtuellement l’équipe de recherche sur le terrain au Soudan du Sud afin de passer en revue les protocoles et les exigences éthiques et de suivre l’avancement des recherches.

Étant donné que les chercheurs évoquaient avec des adolescentes des sujets sensibles, notamment les violences sexuelles et sexistes, l’équipe de recherche a défini des mesures visant à protéger et soutenir les filles, qui avaient choisi volontairement de participer. Le ministère de l’Éducation générale et de l’Instruction (MoGEI) du Soudan du Sud a donné son accord pour la réalisation de cette recherche, et la proposition de recherche a été approuvée par le Comité d’examen institutionnel de l’université du Maryland[[1]](#footnote-1). Tous les membres de l’équipe de recherche locale ont signé l’accord de protection de l’enfance de l’Agence de développement et de secours adventiste, et tous les participants aux entretiens ont été informés de la recherche et ont signé des formulaires de consentement. Toutes les adolescentes de moins de 17 ans devaient obtenir le consentement d’un parent ou d’un tuteur pour pouvoir participer à la recherche. Les entretiens avec les MA et les AE devaient être réalisés uniquement par des chercheuses. Dans la mesure du possible, les entretiens se sont déroulés dans un lieu sûr permettant d’assurer la confidentialité. Toutes les personnes interrogées se sont vu attribuer des codes et des pseudonymes afin de protéger leur identité et de préserver leur anonymat. Enfin, des ressources ont été mises à la disposition des participantes adolescentes qui avaient besoin d’être orientées vers des services d’accompagnement et/ou d’aide.

**ANALYSE ET CONCLUSIONS**

Avant de pouvoir discuter des facteurs de résilience que présentent les jeunes mères et les adolescentes enceintes en vue de poursuivre leur éducation, il est important d’examiner les nombreuses difficultés auxquelles elles sont confrontées (Obrist *et al.*, 2010 ; Ungar, 2013). Ces difficultés sont regroupées en trois catégories : insatisfaction des besoins élémentaires et besoin de soutien, manque d’autonomie, et enfin manque de sécurité physique. Si ces difficultés existaient avant la pandémie, la Covid-19 les a considérablement exacerbées. Nous examinerons ensuite comment la résilience des filles s’exprime par rapport aux facteurs individuels, sociaux et contextuels.

**Difficultés**

Le premier ensemble de difficultés concerne l’insatisfaction des besoins élémentaires des filles et leur besoin de soutien. La quasi-totalité des adolescentes enceintes et des jeunes mères étaient issues de foyers pauvres disposant de faibles ressources économiques. Quand la pandémie a éclaté, ce problème a été exacerbé, les filles ayant perdu l’accès aux réseaux de soutien sur lesquels elles s’appuyaient habituellement. Les jeunes mères ont déclaré avoir des difficultés à allaiter leur bébé, faute d’une alimentation et de soins suffisants. L’accent ayant été mis sur le lavage des mains et l’hygiène pour réduire la propagation du Covid-19, le manque de savon a créé un stress supplémentaire.

MA : « Ma principale inquiétude est mon bébé. Il n’y a pas de nourriture pour le nourrir. Le médecin m’a interdit d’allaiter mon bébé à cause de mon état de santé. »

MA : « [À cause de la pandémie de Covid] j’ai été obligée de rester à la maison et je ne peux pas travailler à cause des restrictions. C’est difficile car je ne peux pas subvenir aux besoins de mes enfants. »

Les jeunes mères ont souligné que l’insatisfaction des besoins élémentaires créait un effet domino ; par exemple, si elles ou leur bébé tombaient malades, personne n’était disponible pour s’occuper du bébé. Les jeunes mères ont déclaré qu’elles avaient dû abandonner l’école pour s’occuper de leur bébé et assurer leurs besoins élémentaires.

MA : « C’est difficile d’avoir un enfant quand on n’y est pas préparé. Cela m’a fait manquer des cours au centre d’éducation alternative parce que le bébé est parfois malade. »

Malgré leur aspiration à poursuivre leur scolarité, les filles étaient censées s’occuper seules de leurs enfants et assumer des responsabilités domestiques chronophages comme aller chercher de l’eau, faire la cuisine et nettoyer la maison. Les MA et les AE ont indiqué qu’elles recevaient une aide minimale de la part de leurs maris et/ou de la famille de ces derniers. Plusieurs filles ont déclaré que leur mère, d’autres membres de la famille ou des amis les aidaient. Mais les restrictions dues à la Covid-19 ont entravé le soutien que les filles recevaient de leur famille et sur lequel elles comptaient en temps normal ; elles ont également limité leur vie sociale, rendant plus difficiles le partage des tâches domestiques, la garde des enfants et la recherche d’une source stable d’approvisionnement en nourriture.

MA : « Je ne reçois aucune aide de la part de mon mari. J’ai juste un peu d’aide de la famille. Je passe la plupart de mon temps à me démener pour trouver de l’argent pour la nourriture, mais ce n’est malgré tout pas suffisant. Mon bébé n’a pas assez de lait parce que la famille est affamée. »

AE : « La pandémie est pour moi un obstacle. Je ne peux pas me procurer les choses dont j’ai besoin pour prendre soin de mon bébé. Mes proches qui pourraient m’aider sont confinés [à cause du Covid-19] très loin. »

Certaines mères qui ont pu retourner à l’école ont déclaré qu’elles avaient dû redoubler, ayant oublié ce qu’elles avaient appris. Elles ont évoqué le manque de ressources économiques pour s’acheter un uniforme, des chaussures, des livres et des stylos, ce qui avait compliqué leur retour à l’école. Quelques MA ont mentionné l’impossibilité de se procurer des masques pendant la pandémie de Covid-19 ; cela les obligeait à respecter une certaine distance sociale et elles avaient du mal à entendre l’enseignant ou à voir le tableau.

MA : « Le professeur a imposé les masques. Comme je ne peux pas me les payer, on me fait asseoir loin et je n’entends pas ce qui se dit. [En raison des confinements et des restrictions dus à la Covid-19,] mon frère ne peut pas m’emmener à Addis Abeba. »

AE : « Même s’il y a cours, les enseignants ne pourront pas se déplacer depuis chez eux. Il sera difficile de trouver des moyens d’obtenir de l’argent pour acheter des fournitures scolaires. »

Les réponses des jeunes mères et des adolescentes enceintes sur la façon dont leur école les percevait et les soutenait étaient mitigées. Environ la moitié des répondantes considéraient que leur école et les enseignants soutenaient les MA et les AE, tandis que d’autres ont déclaré qu’il n’y avait aucun soutien.

MA : « La plupart des écoles ne se sentent pas concernées. Certaines ne donnent aucun conseil aux élèves et n’assurent pas le suivi des élèves en cas d’absentéisme. Personne ne s’inquiète lorsqu’elles abandonnent l’école. »

AE : « Les enseignants nous stigmatisent parfois. Ils disent du mal des mères enceintes. Ils se moquent de nous parfois en disant : “Allez cuisiner pour vos maris”. »

AE : « Dans le passé, la communauté décourageait l’éducation des filles, mais j’ai vu des changements. Lorsque les écoles sont ouvertes, la communauté les soutient. »

La deuxième difficulté majeure que connaissent les mères adolescentes et les adolescentes enceintes est le manque d’autonomie. L’autonomie dans ce contexte renvoie à la possibilité qu’ont les filles de prendre elles-mêmes des décisions qui concernent leur vie. De nombreuses participantes ont déclaré qu’elles avaient dû se marier contre leur volonté pour pouvoir poursuivre leur scolarité. De nombreuses filles ont fait remarquer qu’elles valaient moins que des vaches : leurs familles les mariaient pour obtenir une dot, qui se composait de vaches. D’autres ont expressément indiqué qu’elles s’étaient mariées à cause des répercussions de la pandémie. Contrairement à l’étude menée par Kane *et al.* (2019) qui indiquait que les filles affirmaient leur autonomie en se mariant, les mères adolescentes de cette étude ont déclaré que le fait de se marier et de tomber enceintes à cause des difficultés supplémentaires engendrées par la pandémie de Covid-19 reflétait leur manque d’autonomie car elles n’avaient aucun contrôle sur la personne qu’elles épousaient ou le moment où elles avaient des enfants.

MA : « Notre communauté n’accorde pas de valeur à l’éducation des filles. Ils nous élèvent pour avoir des ressources, et nous sommes obligées de nous marier à n’importe quel moment pour que la famille puisse avoir des vaches. »

Ce manque d’autonomie se prolonge dans leurs relations avec leur mari et leur belle-famille. De nombreuses filles ont décrit les dynamiques d’exploitation qu’elles subissaient au sein du foyer. Une AE a expliqué qu’en tant que seconde épouse, elle ne recevait pas d’argent car son mari subvenait déjà aux besoins de 11 enfants issus de son premier mariage. Une jeune femme se sentait obligée d’obéir à son mari pour pouvoir retourner à l’école : « Je me prépare à être loyale envers mon mari en obéissant à ses instructions afin d’être autorisée à retourner à l’école et à recevoir une éducation. » La plupart des participantes ont exprimé un manque d’optimisme et une absence d’espoir en l’avenir ; elles avaient également le sentiment de ne pas avoir de contrôle sur leur vie.

AE : « Je suis désespérée et perdue. Je ne suis pas prête à affronter les difficultés. »

MA : « La Covid-19 a entraîné le blocage des routes et la fermeture des écoles. C’est à cause de cela que je me suis mariée, je pensais que mon mari me soutiendrait, mais maintenant je suis frustrée. »

Le dernier thème qui ressort des réponses des participantes est le manque de sécurité physique et l’exposition aux violences sexuelles et sexistes. Une mère adolescente a raconté qu’elle avait été violée, et que pour ne pas être déshonorée, elle avait dû épouser l’homme qui l’a violée. Une autre mère adolescente a déclaré qu’elle avait voulu tenter de se suicider lorsqu’elle est tombée enceinte à la suite d’un viol. Une troisième a déclaré avoir convaincu une amie de ne pas se suicider lorsque l’homme qui l’avait mise enceinte l’a abandonnée. Certaines femmes ont indiqué qu’elles étaient battues chez elles si elles refusaient de se marier. Lorsqu’on a demandé aux filles où elles se sentaient le plus en sécurité, seule une jeune femme sur les 29 interrogées a répondu qu’elle se sentait en sécurité avec son mari ; trois autres ont déclaré se sentir en sécurité avec un homme de la famille. La plupart des répondantes ont indiqué que c’était avec leur mère qu’elles se sentaient le plus en sécurité. Il est à noter que seule une adolescente interrogée a déclaré que c’était son choix de devenir mère.

MA : « Je n’étais pas préparée à cette situation. Mes parents sont arrivés et m’ont battue. Ils voulaient me renvoyer chez le vieil homme parce qu’ils disaient que les vaches avaient déjà été données. Mais je veux travailler dur, finir mes études et avoir une meilleure vie à l’avenir. »

MA : « Une fois, mon amie est tombée enceinte et la personne responsable l’a abandonnée. Mon amie voulait mettre fin à ses jours. Je l’ai encouragée à ne pas se suicider. »

AE : « C’est moi qui ai décidé d’être mère. Je suis donc prête à affronter les difficultés de la maternité. »

**Expressions de la résilience des adolescentes enceintes et des mères adolescentes**

Malgré le contexte éprouvant de la pandémie de Covid-19 et l’exacerbation de la pauvreté qu’elle a entrainée, malgré les pratiques sexistes attentatoires ancrées et le manque d’optimisme des participantes à l’étude, les filles ont tout de même montré des signes de résilience. Toutes les jeunes femmes ont reconnu que l’achèvement de leur scolarité est fondamental pour améliorer leur avenir et celui de leurs enfants. Dans la plupart des cas, les AMI ont également convenu de l’importance de l’éducation. Presque toutes les personnes interrogées étaient capables d’identifier une jeune femme qui avait poursuivi son éducation et amélioré ses conditions de vie et celles de sa famille. Dans la section suivante, nous examinerons les facteurs individuels, sociaux et contextuels qui ont nourri la résilience des MA et des AE et contribué à ce qu’elles poursuivent leur scolarité pendant la pandémie de Covid-19.

Facteurs individuels

Si les adolescentes ont exprimé un manque d’optimisme quant à leur avenir, elles ont cependant presque toutes déclaré qu’elles se sentaient déterminées et qu’elles comprenaient qu’elles devaient s’adapter à l’évolution de leur situation.

MA : « Je monterai une petite affaire, comme faire de l’alcool, pour subvenir aux besoins de mon bébé et de ma mère pendant les week-ends. »

AE : « Même si je [vais] avoir un bébé, j’aimerais poursuivre mon éducation. Je sais que la vie est difficile, mais je vais travailler dur. »

Bien qu’entravées par les confinements liés à la Covid-19, les filles ont exprimé leur aspiration à poursuivre leur scolarité, et plusieurs d’entre elles ont indiqué qu’elles gagneraient de l’argent par le biais de « petites activités commerciales » et qu’elles géreraient leur temps pour y parvenir. Elles envisageaient par exemple de vendre des produits, comme du thé, le bois qu’elles coupaient et ramassaient ou des produits agricoles. D’autres filles, conscientes du temps que prenaient leurs responsabilités au sein du foyer, envisageaient d’effectuer leurs tâches domestiques tôt dans la journée ou pendant le week-end.

AE : « Pour surmonter les difficultés, je dois faire mes tâches domestiques tôt et bien m’organiser le soir pour avoir suffisamment de temps pour aller à l’école. »

De nombreuses filles ont déclaré avoir comme traits de personnalité la patience et une certaine éthique de l’effort, et qu’elles savaient quand demander des conseils. Elles ont également indiqué qu’elles souhaitaient aider les autres, par exemple leurs amis. La majorité des AMI ont confirmé les déclarations des jeunes femmes lorsqu’ils ont identifié leurs traits de personnalité, en les qualifiant notamment de tolérantes, patientes, bienveillante, aidant autrui et travailleuses.

MA : « Je suis encline à accepter les conseils de personnes qui ont de l’expérience. Je suis également patiente parce que rien n’arrive sans raison. »

Presque toutes les filles voyaient d’autres femmes instruites comme des modèles à suivre. Lorsqu’elles ont décrit ces modèles, les filles ont déclaré qu’elles considéraient l’éducation comme un outil extrêmement important dont ces femmes s’étaient servies pour obtenir une plus grande indépendance et une plus grande autonomie. Certaines des femmes qui leur servaient de modèles avaient poursuivi leur scolarité tout en étant mariées, tandis que d’autres avaient quitté leur mari ou divorcé et étaient retournées à l’école, et ce tout en s’occupant de leurs enfants. De nombreuses femmes identifiées comme modèles occupaient désormais un emploi et subvenaient à leurs besoins financiers et à ceux de leur famille.

MA : « Oui, une de mes proches a abandonné l’école à cause d’un mariage forcé. Rapidement, elle a pris sa décision et est retournée à l’école. Elle a maintenant un haut niveau d’instruction et a trouvé un emploi. J’aime la façon dont elle a pris sa décision après avoir regardé le défi en face et travaillé dur pour le relever. Elle soutient désormais toute la communauté. »

Facteurs sociaux

Un aspect important de la résilience chez les adolescents est leur disposition à trouver et à obtenir des ressources, disposition qui dépend de la capacité et de la volonté de leurs réseaux formels et informels à répondre à leurs besoins et assurer leur bien-être, et à leur donner accès à l’éducation. Mais à Maiwut, la résilience des filles est entravée par le manque de capacité et/ou de volonté de ces réseaux à répondre à leurs besoins, y compris les plus élémentaires. Nous avons noté de flagrantes contradictions entre la perception des AMI et celle des jeunes mères et adolescentes enceintes quant au soutien social dont elles bénéficiaient. La majorité des AMI ont décrit des familles aidantes et des maris coopératifs, qui conseillent et guident, donnent de l’amour, de l’attention et des encouragements et partagent les tâches ménagères.

AMI : « Un mari ou une famille aidante répond aux besoins fondamentaux de la femme et du bébé, y compris l’école. Un mari doit aimer sa femme et coopérer avec tous les membres de la famille. »

Cependant, la majorité des filles ont déclaré qu’elles n’étaient pas soutenues par leur mari, ni par leur belle-famille, et certaines ont déclaré subir des violences domestiques. Malgré cela, la plupart des adolescentes enceintes ont exprimé le désir de poursuivre leur scolarité, même si elles ont reconnu que leur capacité à le faire était limitée par le manque d’aide concernant la garde des enfants et les tâches domestiques. En surmontant ces difficultés, les filles ont montré qu’elles pouvaient dans une large mesure compter sur leur débrouillardise et elles se sont souvent tournées vers leur famille ou vers une personne dans la même situation pour obtenir de l’aide.

MA : « Cuisiner, ramasser du bois, aller chercher de l’eau, enduire la maison [de boue]. J’ai davantage de responsabilités, mais au moins ma mère me soutient beaucoup et m’aide à m’occuper de mon bébé. »

MA : « Je me sens en sécurité lorsque je vis avec ma mère parce que ma mère m’aime toujours et qu’elle est la seule à se battre pour me soutenir. »

Un solide réseau d’adolescentes connaissant des situations semblables constitue un aspect crucial de la résilience chez les adolescentes ; ce type de réseaux d’AE et de MA existent à Maiwut. La plupart des filles ont expliqué être très proches de personnes vivant la même situation, ce qui permettait aux unes et aux autres de donner et de recevoir de l’aide. Les MA et les AE ont raconté qu’elles se conseillaient mutuellement, partageaient leurs chaussures, leurs vêtements, de la nourriture et des fournitures scolaires, et s’entraidaient pour s’occuper des enfants et des tâches domestiques. Plus important encore, plusieurs filles ont mentionné avoir conseillé à leurs amies de ne pas se suicider ou de ne pas avorter.

MA : « Mes amies et moi, nous soutenons mutuellement en nous donnant des idées pour surmonter les difficultés de la vie dans un état d’esprit positif. »

AE : « Je peux aller chercher de l’eau, surtout quand mes amies ne se sentent pas bien, et les aider en cuisinant pour elles. »

La résilience des filles dépend de la solidité et de l’étendue de leurs réseaux, ainsi que de ce qu’elles peuvent apporter à leurs communautés. Toutes les jeunes mères ont indiqué qu’elles étaient bien insérées au sein de leur communauté et qu’elles y participaient, par exemple en enduisant de boue les maisons des personnes âgées, en allant chercher de l’eau, en ramassant du bois, en cuisinant, en donnant des conseils, en partageant des produits de base comme du sel et du savon, et en participant aux réunions communautaires. Cependant, les jeunes mères ont également souligné que le fait d’avoir un enfant et davantage de travail à la maison, et de devoir s’occuper de leur mari et de leur famille, les rendait moins disponibles pour aider en-dehors du foyer. Les adolescentes enceintes ont déclaré que plus leur grossesse avançait, plus il leur était difficile de participer à des activités communautaires et qu’elles ne pouvaient plus soulever des objets lourds et effectuer des tâches ménagères. Lorsque les restrictions et les mesures de distanciation sociale ont commencé à être instaurées à cause de la pandémie, de nombreuses filles ont expliqué qu’elles ont dû rester à la maison et que les contacts avec leur communauté et le soutien qu’elles en recevaient leur avaient manqués.

MA : « Quand l’église a fermé et que j’ai dû rester à la maison, je me sentais insultée et j’étais toujours très pensive. Je suis maintenant heureuse de pouvoir retourner à l’église. »

MA : « Avant, quand il y avait une cérémonie, j’aidais à aller chercher de l’eau en tant que jeune. Mais maintenant, je dois m’occuper des enfants et je n’ai pas beaucoup de temps. »

Facteurs contextuels

Le contexte culturel dans lequel évoluent les jeunes mères et les adolescentes enceintes a également eu une influence sur la résilience dont elles ont fait preuve en poursuivant leur éducation. À Maiwut, les perceptions et les idées des AMI à propos des jeunes filles et de leur accès à l’éducation contrastaient fortement avec celles des MA et des AE elles-mêmes. Ce décalage de points de vue rendait la situation des filles difficile à gérer, et elles avaient du mal à obtenir le soutien dont elles avaient besoin pour renforcer leur résilience.

Le point de vue exprimé par les MA et les AE était que leurs communautés, les écoles et les enseignants n’accordaient pas suffisamment de valeur à leur accès à l’éducation. Les réponses des AMI ont montré qu’ils étaient conscients de l’importance de l’éducation et de la nécessité d’œuvrer au niveau communautaire en faveur de l’accès à l’éducation des MA et des AE, mais ils ont fait peser la responsabilité sur les adolescentes en soulignant que les filles ne devaient pas tomber enceintes, qu’elles devaient travailler dur et aller à l’école.

MA : « Nos enseignants considèrent les mères adolescentes et les adolescentes enceintes comme des personnes têtues. De ce fait, ils ne perdent pas leur temps avec elles. »

Les avis des membres de la communauté concernant l’éducation des filles, en particulier après leur mariage, étaient mitigés, comme l’ont exprimé les AMI. La plupart ont reconnu que l’éducation des filles était importante car elle permet un avenir meilleur, et beaucoup ont identifié des exemples de femmes qui se sont battues pour avoir une instruction et travaillent désormais pour subvenir aux besoins de leur famille. Les répondants ont évoqué des familles qui avaient été influencées par les structures au sein des camps de réfugiés, des structures qui encourageaient les filles à recevoir une éducation et les jeunes femmes qui faisaient preuve de force et de détermination à poursuivre leur éducation. Cela montre un certain degré de compréhension et de valorisation de l’éducation au sein de la communauté.

AE : « L’éducation des filles est considérée comme ce qu’il y a de moins important. La majorité des familles élèvent les filles pour la dot. Les parents qui viennent des camps de réfugiés sont ceux qui encouragent les filles à aller à l’école. »

AMI : « Ma sœur a achevé sa scolarité après avoir eu un bébé et elle est maintenant autonome. Elle ne me demande pas d’argent. »

Les AMI se sont également montrés conscients du fait que les filles ont besoin d’aide à la maison pour pouvoir aller à l’école après être tombées enceintes et s’être mariées. De nombreux participants ont déclaré que les maris et les familles devaient veiller à ce que les besoins élémentaires des filles, tels que la nourriture et l’hygiène, soient satisfaits, et à ce qu’elles soient encouragées à retourner à l’école.

AMI : « Ma cousine a été mariée de force à 14 ans. Elle a été renvoyée chez ses parents pour avoir le bébé – c’est sa mère qui s’occupe du bébé. Elle a décidé de rester avec sa mère au lieu de retourner auprès de son mari et est allée à l’école. Elle est diplômée et travaille dans une ONG. Maintenant, c’est elle qui soutient la famille. »

Il y a donc une contradiction au sein de la communauté qui, d’une part, reconnaît qu’il est important que les filles reçoivent une éducation et réalisent leur potentiel en matière de revenu et qui, d’autre part, déconsidère les filles en créant des obstacles à leur scolarisation, tels que le mariage précoce, les ressources limitées et le manque de soutien. Un autre signe de la déconsidération des filles au sein de la communauté est le fait que seuls quelques AMI ont mentionné les mariages forcés, l’obligation de la dot ou les violences sexuelles et sexistes comme des problèmes empêchant les filles d’aller à l’école. Ce manque de reconnaissance générale souligne le degré d’invisibilité dont souffrent les filles, ce qui porte préjudice à leur résilience.

AMI : « Il y a beaucoup de mères adolescentes dans la communauté du fait de la pratique culturelle du mariage forcé. La communauté devrait organiser des campagnes de sensibilisation pour éviter que les filles n’abandonnent l’école après le p-8 [école primaire, 8e année]. »

AMI : « Les mères adolescentes n’apportent aucune contribution. Les contributions des femmes sont ignorées dans la communauté, en particulier [de] celles qui ne sont pas allées à l’école. »

AMI : « Créez des programmes de sensibilisation de la communauté et conseillez aux filles de ne pas sortir la nuit ou d’aller danser en discothèque. »

**RECOMMANDATIONS**

Cette étude met en lumière les dynamiques de pouvoir complexes au cœur des pratiques structurelles de genre à Maiwut, au Soudan du Sud. Les adolescentes sont prises dans un cercle de dépendance causée par la pauvreté ; ce cercle est le fruit d’un manque de produits de première nécessité, notamment alimentaires, du faible statut social qu’elles occupent au sein de la communauté et de pratiques de genre attentatoires ancrées, comme le fait de forcer les filles à se marier en échange d’avantages économiques, et de la normalisation des violences sexuelles et sexistes. Les chocs venant de l’extérieur, comme la pandémie de Covid-19, augmentent les difficultés auxquelles ces filles sont confrontées. Les organisations locales et internationales qui interviennent dans ces environnements complexes doivent chercher en priorité à renforcer la capacité des AE et des MA à absorber les chocs externes et à s’y adapter. Pour y parvenir, le moyen le plus efficace et le plus fructueux est de centrer la conversation sur les besoins des filles tels qu’elles les expriment.

**Besoins matériels et soutien**

La résilience de ces adolescentes se reflète dans leur capacité à obtenir ce dont elles ont besoin auprès de leurs réseaux. Alors que les filles ont déclaré qu’elles partageaient ce qu’elles possédaient, la capacité de leurs réseaux à répondre à leurs besoins était en revanche limitée, en particulier pendant les confinements imposés par la Covid-19. D’après les MA, les principaux produits dont elles ont besoin pour les aider à retourner à l’école sont de la nourriture, du savon, des « trousses de dignité » leur permettant d’assurer une bonne hygiène pendant les règles, et des masques. Elles ont également demandé des articles pour leurs bébés, notamment des vêtements et des médicaments. Plusieurs jeunes mères et adolescentes enceintes ont indiqué que la prise en charge des frais de scolarité et la fourniture de livres, de stylos, d’uniformes, de chaussures, de vêtements et d’un accès à la lumière pour pouvoir étudier le soir les encourageraient à retourner à l’école. Une autre MA a souligné l’importance d’informer les filles ayant abandonné l’école qu’elles peuvent obtenir du soutien si elles y retournent.

AE : « Il est nécessaire d’apporter un soutien en nature, comme des fournitures scolaires, des trousses de dignité et de la nourriture, pour l’éducation. Certains parents n’ont pas les moyens d’aider leurs enfants à acquérir du matériel scolaire. De nombreux adolescents ont déjà abandonné l’école. »

MA : « Un soutien en nature [est nécessaire], comme des trousses de dignité, des formations diverses pour les écoliers, une meilleure formation des enseignants, l’invitation de modèles à s’exprimer devant la communauté et la fourniture de livres. De nombreuses mères adolescentes ont constaté que seuls les élèves qui étaient scolarisés recevaient de l’aide et que la seule façon d’obtenir un soutien était de se réinscrire à l’école. »

Plusieurs jeunes mères ont indiqué qu’il serait utile de programmer les cours à des heures différentes, soit le matin, soit l’après-midi, ce qui permettrait aux mères de s’occuper de leurs enfants, des tâches domestiques et de leurs affaires commerciales, et d’aller à l’école. Les jeunes mères ont également indiqué qu’il serait utile de disposer d’installations sanitaires sûres et adaptées et de leur fournir un espace pour s’occuper de leur bébé ou d’avoir des garderies à l’école. D’autres ont demandé que les écoles soient flexibles afin qu’elles aient le temps d’allaiter et de s’occuper de leur bébé. Il est intéressant de noter que seules quelques MA ont déclaré avoir besoin d’aide pour la garde de leur enfant et les tâches domestiques, alors que plusieurs AMI ont déclaré qu’elles en avaient besoin.

AMI : « Donnez-lui la liberté d’effectuer ses activités scolaires. Demandez aux membres de sa famille de faire une partie du travail afin de laisser suffisamment de temps à l’adolescente pour ses activités scolaires. »

**Campagnes de sensibilisation**

Les propos des adolescentes et des AMI reflétaient une certaine compréhension de l’importance de l’éducation des filles et de la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation. Toutes les interventions en situation d’urgence doivent s’inscrire dans une perspective de long terme et viser le renforcement durable des capacités ; par exemple, les campagnes de sensibilisation sur les violences sexuelles et sexistes doivent abandonner les récits sur le « bon » et le « mauvais » comportement des filles et cibler les problèmes systémiques qui conduisent aux mariages précoces et aux grossesses adolescentes. Il est impératif que les campagnes sociales qui promeuvent le retour des filles et des jeunes mères à l’école incluent les hommes de la communauté. Pour y parvenir, ces campagnes doivent encourager les hommes à soutenir les filles dans leur vie quotidienne en partageant les tâches domestiques, en leur garantissant de la nourriture et d’autres besoins élémentaires, et en étant conscients de l’impact des violences sexuelles et sexistes. La ville de Maiwut représente une excellente occasion d’impliquer les hommes et les femmes de la communauté afin de renforcer le dialogue et de changer les regards sur la valeur des filles au sein de la communauté et les causes des grossesses adolescentes.

AMI : « Dispensez une formation de sensibilisation sur l’importance de l’éducation et le danger du mariage précoce. Faites en sorte que les filles deviennent des éducatrices pour leurs pairs et qu’elles éduquent les anciens. »

**Administration scolaire et enseignants**

Les MA et les AE de notre étude ont demandé un meilleur accompagnement et un meilleur soutien psychologique qui les encouragerait et les aiderait à retourner à l’école. Cela pourrait passer par une amélioration de la formation des enseignants et la prise en compte du caractère évolutif des besoins des filles. Elles ont indiqué que les écoles devraient identifier les filles qui ont abandonné leur scolarité, les soutenir et les encourager à revenir. Les AMI se sont fait l’écho de ces réponses et ont ajouté que, pour améliorer l’éducation, les écoles devraient assurer le suivi de l’assiduité et mieux former les enseignants. Du point de vue de l’éducation, pour aider les adolescentes et les jeunes mères à retourner à l’école, il est nécessaire de mettre en place des stratégies qui permettent de réduire leur charge de travail au sein des foyers. Des programmes passerelles d’apprentissage accéléré reprenant le programme national pourraient permettre d’atténuer la perte d’apprentissage causée par la fermeture des écoles et créer une voie de retour à l’école et d’achèvement de la scolarité, malgré les circonstances difficiles que connaissent les AE et les MA.

AMI : « Les écoles et les ONG apportent aux mères adolescentes une aide pour leur permettre de poursuivre leur éducation ; elles contrôlent leur assiduité, fournissent des fournitures scolaires et proposent des dispositifs incitatifs pour la garde des enfants. »

**Soutien en matière de santé mentale**

Un élément qui n’a été mentionné expressément ni par les adolescentes ni par les AMI mais qui reste néanmoins essentiel, est l’offre d’aide psychologique et de services de santé mentale qui devrait être dispensée conjointement à d’autres interventions. Les entretiens menés dans le cadre de cette étude ne donnent qu’un aperçu de la violence et des traumatismes omniprésents auxquels ces filles sont confrontées, notamment le fait d’avoir survécu à un viol, à un mariage forcé et à la stigmatisation sociale qui en résulte. Il est clair que la pandémie de Covid-19 a exacerbé le traumatisme de ces jeunes filles comme en témoignent leur manque d’optimisme quant à l’avenir et leurs pensées suicidaires. Entrer dans l’âge adulte tout en ayant un bébé ajoute des complications et du stress, sans parler des changements hormonaux qui se produisent. Les MA et les AE doivent disposer d’espaces sûrs où elles peuvent parler de leurs traumatismes avec le soutien de professionnels qualifiés, ce qui leur permettra de renforcer la résilience dont elles auront besoin pour résister à des chocs supplémentaires dans un environnement déjà hostile.

**Les mesures prises en réponse à la Covid-19**

En avril 2021, l’UNICEF a passé un partenariat avec des donateurs, le gouvernement du Soudan du Sud, des acteurs de la société civile et des organisations confessionnelles afin de lancer une campagne offensive de retour à l’école comprenant des programmes spécifiquement destinés aux filles. Ces partenaires ont proposé des programmes de rattrapage à destination des mères adolescentes qui se trouvaient dans l’impossibilité de se rendre à l’école, offrant des formes alternatives d’enseignement et mettant l’accent sur le développement des compétences et le soutien psychosocial (UNICEF, 2021). Des subventions financières conditionnelles ont été mises en place dans le cadre du Programme d’éducation des filles 2021 afin d’encourager les filles à retourner en classe lorsque les écoles ont rouvert après les fermetures dues à la Covid-19. Environ 500 000 transferts d’argent visant à atténuer les difficultés financières ont été approuvés (Girls’ Education South Sudan, 2021). L’UNESCO s’est associée au ministère sud-soudanais de l’Éducation générale et de l’Instruction pour lancer l’émission de radio *Education on Air* (« Éducation à l’antenne »), qui ciblait les enfants du primaire et du secondaire et visait à réduire les pertes d’apprentissage occasionnées par la fermeture des écoles pendant la Covid-19 (UNESCO, 2022).

**Perspectives de recherche**

Les recherches menées dans le cadre de cet article ont mis en évidence plusieurs domaines à approfondir. Au vu des remarques des participantes sur les femmes qu’elles considéraient comme des modèles, nous estimons qu’il serait intéressant d’étudier l’étendue et la capacité d’action de ces modèles et leurs parcours de réussite. Cela pourrait aider à identifier les voies que ces jeunes femmes pourraient suivre et apporter de nouvelles idées aux institutions qui opèrent en contexte d’urgence pour leurs interventions stratégiques. Nous recommandons également de poursuivre les recherches examinant le décalage manifeste entre la valorisation de l’éducation des jeunes femmes telle que la communauté l’exprime et l’utilisation de ces filles comme marchandises destinées à améliorer les conditions économiques de la communauté et des familles. Un autre axe stratégique pour de futures recherches consistera à étudier l’impact de la pandémie de Covid-19 sur la santé mentale de ces adolescentes qui semblent déjà lestées de lourds traumatismes, étant donné les situations d’urgence qui régissent leur vie.

**CONCLUSION**

La résilience des adolescentes vivant dans des situations d’urgence dépend de leur accès aux réseaux familiaux, communautaires et d’autres adolescentes vivant dans des conditions semblables ; ces réseaux les aident en effet à absorber les chocs externes et à affronter les épreuves. Notre étude révèle que les mères adolescentes et les adolescentes enceintes de la ville de Maiwut, au Soudan du Sud, éprouvent des difficultés à renforcer leur résilience parce qu’elles ont un accès limité à ces réseaux et qu’elles ont également du mal à accéder à des opportunités éducatives. Les interventions qui ciblent ce groupe doivent les aider à renforcer leur résilience en répondant à leurs besoins et en leur donnant la possibilité de consolider les réseaux qui nourrissent leur résilience individuelle.

Maiwut dispose déjà du terreau sur lequel peuvent croître de solides réseaux familiaux et communautaires pour les MA et les AE. Les organisations qui cherchent à apporter de l’aide et à améliorer la qualité de vie de ces filles doivent encourager le retour à l’école des adolescentes et des jeunes mères en renforçant leurs réseaux communautaires et familiaux, ce qui pourra aider ces jeunes mères à augmenter leur résilience et leur capacité de contrôle sur leur vie. L’immense pouvoir de l’éducation a été exprimé avec éloquence par un AMI : « Je pense que l’éducation est importante car ma fille peut aider non seulement la famille, mais aussi la communauté [et] la nation. » Les efforts déployés aujourd’hui pour faire en sorte que ces jeunes mères et adolescentes enceintes retournent à l’école se traduiront par des bénéfices importants pour leurs familles, leurs communautés et leur pays.

**REMERCIEMENTS**

L’équipe de recherche sur le terrain de l’Agence pour le développement et le secours adventiste du Soudan du Sud était composée de Simon Namana Mohandis, Basilla Ciakuthi Katoni, Alex Tukube, Esther Kiden, Samuel Sorre et Daniel Majiok. Dhoal Loang, Peter Beach et Tharol Pahoth ont officié comme traducteurs. Cette étude a été réalisée avec le soutien de l’Agence de développement et de secours adventiste de Norvège.

**RÉFÉRENCES**

Ahorlu, Collins K., Constanze Pfeiffer, and Brigit Obrist. 2015. “Socio-Cultural and Economic Factors Influencing Adolescents’ Resilience Against the Threat of Teenage Pregnancy: A Cross-Sectional Survey in Accra, Ghana.” *Reproductive Health* 12 (1): 1-12. https://doi.org/10.1186/s12978-015-0113-9.

Amnesty International. 2016. “Sierra Leone: Continued Pregnancy Ban in Schools and Failure to Protect Rights is Threatening Teenage Girls’ Futures.” Amnesty International (blog), November 7, 2016. https://www.amnestyusa.org/press-releases/sierra-leone-continued-pregnancy-ban-in-schools-and-failure-to-protect-rights-is-threatening-teenage-girls-futures/.

Aqua-Africa. 2019. “Maiwut, South Sudan Household Water, Sanitation, and Hygiene Survey. May-July 2019.” Omaha, Nebraska: Aqua Africa. http://aqua-africa.net/wp-content/uploads/2019/07/WASH-Survey-Final-Report.pdf.

Bandiera, Oriana, Niklas Buehren, Markus Goldstein, Imran Rasul, and Andrea Smurra. 2019. “The Economic Lives of Young Women in the Time of Ebola: Lessons from an Empowerment Program.” World Bank Policy Research Working Paper 8760. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31337.

Clarke, Jean. 2015. “It’s Not All Doom and Gloom for Teenage Mothers—Exploring the Factors that Contribute to Positive Outcomes.” *International Journal of Adolescence and Youth* 20 (4): 470-84. https://doi.org/10.1080/02673843.2013.804424.

Creswell, John W. 2013. *Qualitative Inquiry & Research Design: Choosing Among Five Approaches,* 3rd ed. Thousand Oaks, CA: SAGE Publications.

Denney, Lisa, Rachel Gordon, Aminata Kamara, and Precious Lebby. 2017. “Change the Context Not the Girls: A Critical Analysis of Efforts to Reduce Teenage Pregnancy in Sierra Leone.” *Journal of Research in Gender Studies* 7 (1): 11-51. https://doi.org/10.22381/JRGS7120171.

Ellsberg, Mary, Junior Ovince, Maureen Murphy, Alexandra Blackwell, Dashakti Reddy, Julianne Stennes, Tim Hess, and Manuel Contreras. 2020. “No Safe Place: Prevalence and Correlates of Violence Against Conflict-Affected Women and Girls in South Sudan.” *PLoS ONE* 15 (10): e0237965. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0237965.

MoGEI. 2019. “National Education Census Booklet-2018 (Extract of Key Indicators).” Juba, South Sudan: MoGEI. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2018\_national\_education\_statistics\_emis.pdf.

Gartland, Deirdre, Lyndal Bond, Craig A. Olsson, Simone Buzwell, and Susan M. Sawyer. 2011. “Development of a Multi-Dimensional Measure of Resilience in Adolescents: The Adolescent Resilience Questionnaire.” *BMC Medical Research Methodology* 11 (1): 1-10. https://doi.org/10.1186/1471-2288-11-134.

Giannini, Stefania, and Anne-Birgitte Albrectsen. 2020. “COVID-19 School Closures Around the World Will Hit Girls Hardest.” UNESCO (blog), March 3, 2020. UNESCO. https://en.unesco.org/news/covid-19-school-closures-around-world-will-hit-girls-hardest.

Girls’ Education South Sudan. 2021. “2021 GESS Cash Transfers to Support More Than 460,500 Girls.” Girls’ Education South Sudan (blog), November 16, 2021. https://girlseducationsouthsudan.org/2021-gess-cash-transfers/.

HealthNet TPO and UNICEF South Sudan. 2016. *Promoting Positive Environments for Women and Girls: Guidelines for Women and Girls Friendly Spaces in South Sudan.* Juba, South Sudan: UNICEF South Sudan. https://www.unicef.org/southsudan/media/676/file/WGFS-in-South-Sudan-with-Annexes-March-28-2018.pdf.

Irish Aid and UNDP (United Nations Development Programme). 2015. “Assessing Sexual and Gender Based Violence During the Ebola Crisis in Sierra Leone.” New York: UNDP.

Kane, Sumit, Esther Miedema, Marjolein Dieleman, and Jacqueline Broerse. 2019. “‘You Have a Child Who Will Call You “Mama”‘: Understanding Adolescent Pregnancy in South Sudan.” *Global Health Action* 12 (1): 1553282. https://doi.org/10.1080/16549716.2018.1553282.

Lee-Koo, Katrina, and Hannah Jay. 2018. “Adolescent Girls in Crisis: Voices from South Sudan.” 2018. Surrey, UK: Plan International. https://plan-international.org/uploads/2022/01/voicesfromsouthsudan\_may2018.pdf.

Mason, Harriet. 2016. “A Second Chance at Schooling for Pregnant Teenagers in Ebola-Affected Sierra Leone.” UNICEF (blog), April 28, 2016. https://www.unicef.org/stories/second-chance-schooling-pregnant-teenagers-sierra-leone.

Menzel, Anne. 2019. “‘Without Education You Can Never Become President’: Teenage Pregnancy and Pseudo-Empowerment in Post-Ebola Sierra Leone.” *Journal of Intervention and Statebuilding* 13 (4): 440-58. https://doi.org/10.1080/17502977.2019.1612992.

Obrist, Brigit, Constanze Pfeiffer, and Robert Henley. 2010. “Multi‐Layered Social Resilience: A New Approach in Mitigation Research.” *Progress in Development Studies* 10 (4): 283-93. https://doi.org/10.1177/146499340901000402.

Onyango, Monica Adhiambo, Kirsten Resnick, Alexandra Davis, and Rupal Ramesh Shah. 2019. “Gender-Based Violence among Adolescent Girls and Young Women: A Neglected Consequence of the West African Ebola Outbreak.” In *Pregnant in the Time of Ebola,* edited by David A. Schwartz, Julienne Ngoundoung Anoko, and Sharon A. Abramowitz, 121-32. Cham, Switzerland: Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-319-97637-2\_8.

Oxfam International. 2021. “COVID-19 and Female Learners in South Sudan: The Impact of School Closures in Juba, Rumbek, Kapoeta, Torit and Pibor.” Oxford, UK: Oxfam International. [https://doi.org/10.21201/2021.8007](about:blank).

Panter-Brick, Catherine, Kristin Hadfield, Rana Dajani, Mark Eggerman, Alastair Ager, and Michael Ungar. 2018. “Resilience in Context: A Brief and Culturally Grounded Measure for Syrian Refugee and Jordanian Host-Community Adolescents.” *Child Development* 89 (5): 1803-20. https://doi.org/10.1111/cdev.12868.

Reyes, Joel E., Jo Kelcey, and Andrea Varela Diaz. 2013. “Transformative Resilience Guide: Gender, Violence, and Education.” Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/18979.

Risso-Gill, Isabelle, and Leah Finnegan. 2015. “Children’s Ebola Recovery Assessment: Sierra Leone.” London: Save the Children. https://www.savethechildren.org/content/dam/global/reports/emergency-humanitarian-response/ebola-rec-sierraleone.pdf.

Selbervik, Hilde. 2020. “Impacts of School Closures on Children in Developing Countries: Can We Learn Something from the Past?” CMI Brief Number 5. Bergen, Norway: Chr. Michelsen Institute. https://hdl.handle.net/11250/2653654.

Ungar, Michael, Linda Liebenberg, Roger Boothroyd, Wai Man Kwong, Tak Yan Lee, John Leblanc, Luis Duque, and Alexander Makhnach. 2008. “The Study of Youth Resilience Across Cultures: Lessons from a Pilot Study of Measurement Development.” *Research in Human Development* 5 (3): 166-80. https://doi.org/10.1080/15427600802274019.

Ungar, Michael. 2013. “Resilience, Trauma, Context, and Culture.” *Trauma, Violence, & Abuse* 14 (3): 255-66. https://doi.org/10.1177/1524838013487805.

UNESCO. 2022. “UNESCO-MoGEI Partnership for Education on Air in South Sudan.” UNESCO (blog), April 21, 2022. https://www.unesco.org/en/articles/unesco-mogei-partnership-education-air-south-sudan.

UNFPA (United Nations Population Fund). 2015. “Informing and Empowering Pregnant Adolescent Girls After the Ebola Outbreak.” Freetown, Sierra Leone: UNFPA. https://sierraleone.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/case%20study\_Revised\_June%2015.pdf.

UNICEF (United Nations Children’s Fund). 2020a. “Child Marriage.” UNICEF Global Databases. https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/.

UNICEF (United Nations Children’s Fund). 2020b. “Some Things Are Not Fit for Children – Marriage Is One of Them.” UNICEF (blog), October 5, 2020. https://www.unicef.org/southsudan/press-releases/some-things-are-not-fit-for-children.

UNICEF (United Nations Children’s Fund). 2021. “South Sudan – Getting Girls Back to the Classroom after COVID-19 School Closures.” New York: UNICEF. https://www.unicef.org/media/94931/file/Getting%20girls%20back%20to%20the%20classroom%20after%20COVID-19%20school%20closures%20(South%20Sudan).pdf.

Weed, Keri, Deborah Keogh, and John Borkowski. 2000. “Predictors of Resiliency in Adolescent Mothers.” *Journal of Applied Developmental Psychology* 21 (2): 207-31. https://doi.org/10.1016/S0193-3973(99)00036-2.

World Bank. 2020. “Country Indicators.” Washington, DC: World Bank. https://data.worldbank.org/indicator/SP.ADO.TFRT?end=2018&locations=SS&start=1960.

Yasmin, Seema. 2016. “The Ebola Rape Epidemic No One’s Talking About.” *Foreign Policy Dispatch* (blog), February 2, 2016. https://foreignpolicy.com/2016/02/02/the-ebola-rape-epidemic-west-africa-teenage-pregnancy/.

1. Le ministère de l’Éducation générale et de l’Instruction du Sud-Soudan a approuvé cette recherche. Toutefois, d’après certains chercheurs, l’autorisation de recherche devrait émaner du ministère de la Santé. Nous recommandons aux futurs chercheurs de consulter les deux ministères en ce qui concerne les autorisations de recherche. [↑](#footnote-ref-1)